

"On en a ras-le-bol d'écoper la mer avec un gobelet"

Fait rare, une manifestation réunit ce midi des policiers au bord de la rupture

Il y a les deux balles de trop. Celles d'un détenu en permission élastique qui ont grièvement blessé un policier en Seine-Saint-Denis le 5 octobre. "Notre collègue est entre la vie et la mort à cause d'un type qui ne devait pas être dehors. C'est inadmissible", soupire Marc Buisson, secrétaire départemental d'Unité-Fo Police. "On veut mettre les projecteurs sur cette bavure judiciaire", enfonce Sébastien Brun, secrétaire régional Paca du syndicat Fpip. Ces deux balles ne sont pourtant qu'un bout de métal dans l'immense colère des flics de France. Elle explosera ce midi, sous les fenêtres du ministère de la Justice à Paris et sous celles des tribunaux de grande instance de l'Hexagone. Les forces de l'ordre n'ont pas droit à la grève. Elles se rassembleront à la pause déjeuner. Au croque-madame Taubira.

"Tout le monde se joint à la base dans ce ras-le-bol, c'est rarissime", indique David-Olivier Reverdy, secrétaire adjoint d'Alliance dans le Sud-Est. "La fusillade qui a mis notre collègue dans le coma est le détonateur. La ministre de la Justice a mis de l'huile sur le feu en proposant de surveiller les détenus en probation. Comme si on était là pour les regarder faire leurs courses alors que le terrorisme et la violence explosent. Son annonce est très mal vécue. Mais la colère va au-delà."

Quiconque est déjà allé déposer plainte ou a connu les joies de la garde à vue le sait: les poli-



Interdits de faire grève, les policiers se rassemblent rarement pour manifester. Ils l'avaient fait en 2012 à Marseille. Ce midi, fait exceptionnel, tous les corps de métiers seront dehors. / PHOTO THIERRY GARRO

ciers travaillent dans un décor d'une tristesse inouïe. Locaux délabrés où "les canalisations fuient dans les vestiaires" et où la photocopieuse "sert pour dix bureaux s'il reste du papier". Voitures brinquebalantes, souvent plus de 200 000 kilomètres au compteur. "Elles ne passeraient pas un contrôle technique privé", glisse un garçon de la Bac. Plus grave, des effectifs qui stagnent. "L'État en embauche environ 2 000 par an. C'est mieux que les 400 sous Sarkozy, mais ça remplace tout juste les départs. On est toujours à 8 000 de moins avec plus de travail qu'avant, peste Marc Buisson,

qui manifestera à Paris ce midi. Surtout, on ferme les écoles au moment où on a besoin de s'adapter à l'évolution de la violence." Sébastien Brun note, lui, "l'avancement qui n'arrive que huit ans après la réussite au concours. Et des équipes qui tournent à deux alors que la sécurité impose d'être à trois. À Marseille, malgré les unités d'appui, nous restons en sous-effectif."

Des policiers qui craquent parce qu'ils ne se sentent pas en sécurité. On croit rêver? En 2014, 7 603 d'entre eux ont été blessés en mission. C'est près de 50% de plus qu'en 2008. Le nombre de suicides se stabilise

en revanche à une cinquantaine par an depuis les années 2000... "Mais la justice préfère faire la part belle aux délinquants, s'insurge Marc Buisson. Les mineurs se permettent tout parce qu'ils ne risquent rien et nous, on est toujours mis en porte-à-faux."

Ils insisteront donc pour rencontrer François Hollande. Tenteront d'obtenir des "négociations pluri-annuelles sur les moyens, les conditions de travail et les plans d'évolution de carrière. On veut arrêter d'écoper la mer avec un gobelet", souffle David-Olivier Reverdy.

François TONNEAU

Cazeneuve promet des moyens supplémentaires...

Une heure de discours sans note, une dose de fermeté, quelques mesures d'assouplissant et des promesses dans le sens du poil. Bernard Cazeneuve avait choisi la solennité de l'École militaire, hier à Paris, pour indiquer sa feuille de route aux forces de l'ordre. Peine perdue d'avance. "Les paroles ne suffisent plus, on veut des actes," cingle Sébastien Brun, secrétaire régional Paca du syndicat Fpip. "Nous ne sommes plus dans le schéma où on vient écouter la bonne parole", ajoute le Marseillais Jean-Claude Delage, secrétaire national d'Alliance, invité seulement la veille com-

me ses collègues, maladroite de plus.

Le ministre de l'Intérieur a malgré tout invité sans grande conviction policiers et gendarmes à ne pas manifester aujourd'hui sous les fenêtres des tribunaux. "Nous ne gagnerons rien à opposer la grande maison qui est la nôtre à d'autres institutions". Bernard Cazeneuve a sans doute en mémoire le précédent de 1983, où une manifestation non autorisée place Vendôme, à Paris, avait fait vaciller son prédécesseur socialiste de l'époque, Gaston Defferre. Ainsi que la colère de 2001 qui, après la mort de deux policiers, avait poussé un autre socialiste,

Lionel Jospin, à lâcher beaucoup de lest, sapant l'autorité du gouvernement.

La ministre de l'Intérieur a donc cherché à cajoler ses troupes hier, ne pouvant "accepter que des policiers et des gendarmes puissent être atteints par des personnes qui devaient être en prison." Il a aussi promis des moyens face à un "niveau de menace très élevé", avec 1 400 postes progressivement créés, notamment dans le renseignement. Quelque 1 100 véhicules, près de 5 000 gilets pare-balles et plus de 3 000 armes seraient également mis en circulation. Ce qui n'aura rien d'un luxe. F.T.